

Fixant les tarifs de compensation pour les matières résiduelles

ATTENDU QU'en vertu de l'article 988 du Code municipal, toute taxe doit être imposée par voie de règlement ;

ATTENDU QU'en vertu des articles 244.1 et suivants de la loi sur la fiscalité municipale, le conseil peut établir tout mode de tarification pour financer en tout ou en partie ses services municipaux ;

ATTENDU QUE le conseil municipal désire modifier ses tarifs pour compenser les dépenses reliées au service des matières résiduelles ;

ATTENDU QU'un avis de motion a été donné lors d'une session du conseil tenue le 4 décembre 2017;

ATTENDU QU'un projet de règlement a été déposé devant le conseil le 15 janvier 2018;

À CES CAUSES, il est proposé par M^{me} Claire Girard, appuyée par M. Pierre Boudreault et il est résolu à l'unanimité des conseillers que :

ARTICLE 1

Le préambule ci-dessus fait partie intégrante du présent règlement.

ARTICLE 2 DÉFINITION DES TERMES

2.1 Service des matières résiduelles

L'ensemble des opérations et des coûts encourus par la municipalité (sous forme de quote-part ou autrement) en regard des déchets domestiques, des matières recyclables, du traitement des matières dangereuses et de toutes autres matières résiduelles à l'exception des boues de fosses septiques.

2.2 Résidence permanente

Immeuble de catégorie résidentielle identifié comme tel au rôle d'évaluation de la municipalité qui est habité généralement plus de 6 mois par année.

2.3 Résidence saisonnière

Immeuble de catégorie résidentielle identifié comme tel au rôle d'évaluation de la municipalité et qui est habité généralement pour une durée maximum de 6 mois par année.

2.4 Industrie, commerce et institution (I.C.I.) permanents

Immeuble identifié au rôle d'évaluation de la municipalité comme étant dans une catégorie d'usage commercial, industriel, institutionnel en tout ou en partie et qui est utilisé généralement plus de 6 mois par année.

Dans le cas d'un immeuble mixte, les immeubles ayant un usage non résidentiel dans une proportion d'au moins 30 % font partie de cette catégorie.

2.5 Industrie, commerce et institution (I.C.I.) saisonniers

Immeuble identifié au rôle d'évaluation de la municipalité comme étant

dans une catégorie d'usage commercial, industriel, institutionnel en tout ou en partie et qui est utilisé généralement pour une durée maximum de 6 mois par année.

Dans le cas d'un immeuble mixte, les immeubles ayant un usage résidentiel dans une proportion d'au moins 30 % font partie de cette catégorie.

2.6 Immeuble agricole

Immeuble identifié au rôle d'évaluation de la municipalité comme étant une exploitation agricole enregistrée (EAE) dont le code d'utilisation n'est pas 8199 et pour lequel un ou des bâtiments agricoles comporte une évaluation minimum de 50 000 \$.

2.7 Le terme « établissement » dans le présent règlement signifie un commerce, une industrie, un magasin ou autre qui fonctionne de façon autonome et distincte. Ainsi, dans un même lieu, il peut y avoir plusieurs établissements.

2.8 Le terme « logement » dans le présent règlement signifie un ensemble d'une ou plusieurs pièces destinées à l'habitation et pourvues de commodités d'hygiène, utilisées de façon indépendante à des fins résidentielles.

ARTICLE 3 TARIFICATION

3.1 Afin de pourvoir aux dépenses annuelles encourues pour le service des matières résiduelles, il est par le présent règlement décrété, imposé et il sera prélevé annuellement une taxe selon le mode de tarification établi ci-après. Ladite taxe est payable par les propriétaires d'immeubles inscrits au rôle d'évaluation.

<u>CATÉGORIE D'USAGE</u>	<u>TARIF ÉTABLI</u>
Résidence permanente	215 \$/ logement
Résidentiel (immeuble comprenant plus de 12 logements)	75 \$/logement
Résidence saisonnière	110 \$/logement
I.C.I. permanent	440 \$/établissement
I.C.I. saisonnier	220 \$/établissement
Immeuble agricole	275 \$/immeuble

Tout autre immeuble ou on utilise le service et d'une catégorie non spécifiée ci-dessus :

- Utilisée de façon permanente 220 \$
- Utilisé de façon saisonnière 110 \$

3.2 Exceptions

- a) Dans le cas des maisons intergénérationnelles autorisées et reconnues par la municipalité en vertu des dispositions de son règlement de zonage en vigueur, le logement supplémentaire sera exempté du paiement de la taxe établie à l'article 3.1 pour ledit logement.
- b) Pour les exploitations agricoles enregistrées (EAE) comportant des logements, le tarif établi pour les résidences sera payable pour chaque logement, en sus du tarif établi pour l'immeuble agricole.

- c) Pour les exploitations agricoles enregistrées (EAE) le tarif sera payable une seule fois, peu importe le nombre d'immeuble porté au rôle au nom de ladite exploitation agricole.

ARTICLE 4

Nonobstant l'utilisation d'un autre service de collecte que celui fourni par la Régie des matières résiduelles du Lac-Saint-Jean, tout propriétaire d'un immeuble de la catégorie « I.C.I. » pour qui les services de collecte de la MRC sont disponibles doit payer la taxe prévue au présent règlement, qu'il l'utilise ou non.

ARTICLE 5

- 5.1 La taxe fixée ci-dessus sera payable en regard de tout abonné, que l'immeuble soit occupé ou non pendant une période de l'année.
- 5.2 Toutefois, un crédit équivalant à la taxe annuelle pourra être accordé pour tout immeuble de la catégorie « résidence permanente » qui sera non occupé pendant au moins 12 mois consécutifs, et ce, à la demande du propriétaire de l'immeuble.
- 5.3 Le propriétaire de tout immeuble visé par l'article 5.2 ci-dessus devra faire la preuve qu'il a droit au crédit en fournissant tout document ou autre preuve, à la demande des fonctionnaires de la municipalité.
- 5.4 Aucun crédit ne pourra toutefois être accordé pour la catégorie résidentielle (immeuble comprenant plus de 12 logements).

ARTICLE 6

La municipalité aura droit en tout temps de visiter tout immeuble, entre 9 h et 19 h, et de recueillir toute information nécessaire à l'administration du présent règlement.

ARTICLE 7

Par le présent règlement, le règlement no 2016-453 est abrogé à toute fin que de droit. Les tarifs établis au présent règlement prendront effet au 1^{er} janvier 2018.

ARTICLE 8

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi, et demeurera en vigueur tant qu'il ne sera pas abrogé par un autre règlement.

Émile Hudon
Maire

Dany Dallaire
Directeur général

Adopté le 22 janvier 2018
Publié le 25 janvier 2018
Entré en vigueur le 25 janvier 2018